

été possible de dire alors que jamais nous rangerions le Japon parmi nos amis et que jamais l'Allemagne ne serait de nouveau accueillie dans la famille des nations? Les événements nous obligent à changer d'avis, mais étant donné la situation mondiale actuelle, il me semble que le Canada adopterait une mesure rétrograde, si le Gouvernement se sentait contraint de reconnaître la Chine en ce moment.

Telle était alors notre attitude à l'égard de la question, telle est encore notre attitude présentement.

Nombreux sont les Canadiens qui se sont inquiétés à la lecture du compte rendu qu'on a donné de déclarations censément formulées par le premier ministre, durant son voyage autour du monde, sur la reconnaissance de la Chine. Il était certes impossible de donner à ces affirmations, telles qu'on les a rapportées, un autre sens que celui que lui ont donné l'ensemble des Canadiens. Dans un de ces comptes rendus, je trouve le passage suivant:

Il va nous falloir reconnaître que le gouvernement actuel de la Chine est le gouvernement que veut le peuple.

Nombre de Canadiens ont fort mal vu cette déclaration. Aujourd'hui, le premier ministre a plutôt modifié l'interprétation de ses observations sur la reconnaissance de la Chine, qu'il a employées à deux ou trois reprises au cours de son voyage. Si son prédécesseur était encore à son poste, je suppose qu'il dirait aujourd'hui, en se servant des paroles employées en une autre occasion: pas nécessairement la reconnaissance, mais la reconnaissance si elle est nécessaire.

Je dis au premier ministre que les paroles qu'on lui a attribuées ne pouvaient qu'encourager les forces de la Chine communiste. En donnant à entendre que la reconnaissance serait plus tard inévitable, il ne pouvait que soutenir l'espoir et dissiper les craintes chez ceux qui dirigent la Chine communiste; en effet, quels que puissent être les actes d'agression à l'avenir, on en viendrait enfin de compte, à reconnaître le régime.

Ces paroles ne pouvaient manquer de donner à la Chine communiste l'espoir,—si injuste et inéquitable qu'ait été son agression, et elle l'est effectivement en Indochine—qu'on finira par reconnaître le régime. Et nous ne pouvons reconnaître la Chine sans l'admettre aux Nations Unies, car, en somme, une fois le régime reconnu par le Canada, selon les principes juridiques du droit international, la Chine communiste sera en mesure d'exiger son admission aux Nations Unies ou tout au moins de compter sur l'appui du Canada lorsqu'elle demanderait d'y être admise.

Je suis convaincu qu'on ne devrait permettre à aucun bandit international de se

[M. Diefenbaker.]

faire admettre de force aux Nations Unies. Apparemment, le premier ministre a aujourd'hui pris une attitude qui correspond mieux, d'une façon générale, à celle qu'a adoptée l'opposition officielle et qu'elle conserve toujours. Personne ne peut dire que telle ou telle éventualité ne se produira pas. Comme le premier ministre l'a dit, il faut épuiser tous les moyens en vue de réaliser la paix. Cependant, ces moyens ne devraient sûrement pas comprendre rien qui soit de nature à donner à un pays agresseur, comme la Chine, l'espoir qu'il sera un jour, à cause de sa victoire, admis aux Nations Unies.

Le chef de l'opposition (M. Drew), sans aucun doute, traitera cette question plus au long lorsqu'il prendra la parole dans le présent débat. Cependant, l'attitude que j'ai exposée dans un débat antérieur au nom de notre groupe politique au sujet de la reconnaissance de la Chine, n'a sûrement pas changé. Cette attitude est que nous ne croyons pas qu'il y ait actuellement lieu de reconnaître la Chine. Pour ce qui est des événements à venir, on s'en occupera au fur et à mesure que l'occasion s'en présentera: à chaque jour suffit sa peine, et nous n'avons pas l'intention de laisser la Chine espérer qu'un jour viendra où nous serons favorables à ce qu'elle soit reconnue.

Nous croyons que dans un monde où tout change, il n'y a pas lieu de nous occuper d'éventualités qui peuvent survenir des années après que les conditions actuelles auront cessé. Nous sommes d'avis que la population du Canada ne devrait pas prendre maintenant en considération la reconnaissance de la Chine, ni même y songer.

Je vais maintenant traiter diverses questions soulevées par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je les aborderai dans le même ordre que lui, dans la mesure du moins où j'ai pu les suivre. Avant de le faire, toutefois, j'aimerais parler du voyage du premier ministre. J'avais vraiment espéré qu'il nous parle de la situation de l'Orient, et je souhaite que tout prochainement il communique au Parlement plutôt le fruit de ses réflexions au sujet des questions générales de l'Orient que ses idées sur la reconnaissance de la Chine.

A mon avis le pèlerinage du premier ministre avait une signification toute particulière. Les bons vœux de la Chambre ont accompagné son départ comme ils ont salué son retour. Il s'est rencontré avec divers dirigeants de pays du Commonwealth avec lesquels il s'est entretenu. Il a représenté le Canada, et soumis aux diverses nations du monde une conception des responsabilités et de la mission du Canada dans notre monde actuel.